



PRÉFET DE LA LOIRE

ARRETÉ N° 236-DDPP-16
portant surveillance de nappe

Le préfet de la Loire

VU le livre V du code de l'environnement relatif à la prévention des pollutions, des risques et nuisances et notamment ses articles L. 511-1 et L. 512-12 ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 mars 1989 modifié réglementant les activités de la S.A. FREUDENBERG à SAINT-ANDRE-LE-PUY -293,rue des Sagnes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 352/DDPP/10 du 31 mai 2010 prescrivant une surveillance des eaux souterraines ;

VU le courrier du 20 juillet 2012 informant l'administration du passage de l'établissement de Saint Romain le Puy sous le contrôle de FREUDENBERG SAS, ZI des Franchies à Langres ;

VU le bilan quadriennal de la surveillance de la qualité des eaux souterraines établi en mars 2015 par le bureau d'études ERM ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 9 février 2016 ;

VU l'avis du conseil départemental des risques sanitaires et technologiques en date du 4 avril 2016 ;

VU L'absence d'observation émise sur le projet d'arrêté transmis par courrier ;

CONSIDÉRANT que le programme de surveillance des eaux souterraines prescrit par l'arrêté du 31 mai 2010 pouvait être adapté au vu des conclusions du bilan quadriennal ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la LOIRE

ARRÊTE

Article 1 - Objet des prescriptions

La Société Freudenberg S.A.S dont le siège social se trouve ZI Les Franchises à Langres (Haute Marne) est tenue de se conformer aux dispositions du présent arrêté pour la surveillance de la qualité des eaux souterraines du site qu'elle a exploité au 217 rue des Sagnes sur la commune de Saint-André-Le-Puy.

Article 2 - Points de surveillance

Sur la base du rapport du bilan de la surveillance de la qualité des eaux souterraines (transmission du 17 novembre 2009 de la société Flexitech), le réseau de piézomètres est défini par :

- le piézomètre Pz1,

- le piézomètre Pz8,
- le piézomètre Pz7,
- le piézomètre Pz5,
- le piézomètre Pz4

La position des piézomètres est précisée sur le plan de situation présenté en annexe 1.

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau seront réalisés suivant les recommandations du fascicule AFNOR FDX.31.615 de décembre 2000 ou par tout autre document normatif qui pourrait s'y substituer dans le futur.

Article 3 - Nature et fréquence des analyses

Les paramètres ci-dessous feront l'objet d'analyses :

- pH,
- conductivité,
- niveau piézométrique,
- COHV (à minima ceux retenus par l'Étude Détaillée des Risques (001-RP/FRE146-V1-02) p42).

Les analyses seront effectuées selon les normes en vigueur.

Le résultat des analyses et de la mesure du niveau piézométrique en cote NGF est transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard 1 mois après leur réalisation avec systématiquement commentaires de l'exploitant sur l'évolution (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable, causes possibles des variations...), sur les dépassements et les propositions de traitements éventuels. Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse...) sont joints avec le résultat des mesures.

La fréquence des prélèvements sera trimestrielle pour le piézomètre Pz8.

La fréquence des prélèvements sera semestrielle, avec des analyses en période de hautes eaux et de basses eaux pour les piézomètres Pz1, Pz5 et Pz7.

Les analyses passeront en fréquence trimestrielle en cas de dépassement d'un des seuils ci-après :

- Dichloroéthane.....100 µg/l
- Dichloroéthylène.....30 µg/l
- Dichloroéthylène cis...2000 µg/l
- Tétrachloroéthylène.....200 µg/l
- Tétrachlorométhane.....3 µg/l
- Trichloroéthane.....2000 µg/l
- Trichloroéthylène.....500 µg/l
- Chlorure de vinyle.....20 µg/l

Pour le piézomètre Pz4, 4 campagnes de prélèvement à intervalle trimestriel seront réalisées.

Article 4 - Durée de la surveillance

La surveillance sera poursuivie tant que la qualité des eaux n'aura pas rejoint l'objectif stabilisé défini en accord avec l'inspecteur des installations classées sur la base de l'EDR (001-RP/FRE146-V1-02, p42) et des critères de qualité des eaux brutes destinées à la production d'eau potable si la ressource « eau » n'est pas encore utilisée mais doit être préservée en vu d'un usage eau potable, ou le cas échéant aux critères de potabilité des eaux.

Toute demande de révision du programme de surveillance des eaux souterraines sera accompagnée d'un dossier technique dûment argumenté.

Article 5 - Bilan quadriennal

Un bilan quadriennal de surveillance des eaux souterraines devra être proposé et soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

Article 6 - Conditions de reprise d'un traitement in-situ des eaux souterraines

L'arrêté préfectoral n° 352/DDPP/10 du 31 mai 2010 est abrogé.

Article 7 - Frais

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 8 – Délais et voies de recours

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision, soumise à un contentieux de pleine juridiction, ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision.

Article 9 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de St-Just St-Rambert pendant une durée minimum d'un mois.

Monsieur le maire de St-André le Puy fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de la Loire l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société FREUDENBERG.

Article 10 – Exécution

Monsieur le sous-préfet de Montbrison, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, Madame la directrice départementale de la protection des populations et Monsieur le maire de St-André le Puy sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Étienne, le 30 MAI 2016

Pour le Préfet,
et par délégation
Le Secrétaire Général

Gérard LACROIX

Copie adressée à :

- Société FREUDENBERG

ZI Les Franchises

52206 LANGRES Cedex

- Société FREUDENBERG PSPE

217 Rue des Sagnes

42176 ST-ANDRE LE PUY

- Monsieur le sous-préfet de MONTBRISON

- Monsieur le maire de ST-ANDRE LE PUY

- Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement –

UT interdépartementale Loire – Haute-Loire Inspection de l'environnement

- Archives

- Chrono

ST-ANDRE LE PUY

ANNEXE 1

Plan du site et implantation des piézomètres



